

MARCHÉ PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE

MAÎTRISE D'OUVRAGE
CROUS NORMANDIE
135 Boulevard de l'Europe
76 100 ROUEN

**Marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du bâtiment
Jehan ANGO de la Résidence Panorama – Site de Mont Saint
Aignan - CROUS NORMANDIE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP – 24-007)**

Marché de maîtrise d'œuvre passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application du Code de la commande publique, notamment des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1 et R2124-2.

Le présent CCAP comporte 30 pages

SOMMAIRE

PRÉAMBULE :	5
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1 – OBJET DU MARCHÉ	5
1.1-1 MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE	5
<i>Éléments de mission de base :</i>	5
<i>Mission complémentaire :</i>	5
<i>Lieux d'exécution :</i>	6
<i>Catégorie d'ouvrage :</i>	6
1-2 -FORME ET PROCEDURE DU MARCHÉ.....	6
1-3 – DECOMPOSITION DU MARCHÉ – LOTS	6
1-4-VARIANTE(S) - PSE	6
1-5 – MODALITES DE RECONDUCTION	6
1-6 – SOUS-TRAITANCE	6
1-7- PRESTATIONS SIMILAIRES.....	7
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 3 – MISSIONS	8
3.1 – ÉLÉMENTS DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE	8
3.2 – CONTRÔLE TECHNIQUE	8
3.3 – ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION	9
3.3-1 LES OBJECTIFS DE LA MISSION.....	9
3.3-2 LE RÔLE DU MAÎTRE DE CHANTIER	9
3.3-3 LA MISSION DU MAÎTRE DE CHANTIER	9
<i>PHASE I : période ACT - DCE.....</i>	9
<i>PHASE II : préparation du chantier</i>	10
<i>PHASE III : exécution des travaux</i>	10
<i>PHASE IV : achèvement des travaux.....</i>	11
<i>PHASE IV : assistance pendant la période garantie de parfait achèvement.....</i>	12
3.4 – COORDINATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS.....	12
3.5 – COORDINATION DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE.....	12
3.6 – MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX	12
ARTICLE 4 – DURÉE - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS.....	13
4.1 – PHASE ÉTUDES.....	13
4.1-1 ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ÉTUDE	13
<i>Présentation des documents</i>	15
<i>Nombre d'exemplaires</i>	15
4.2 – PHASE TRAVAUX.....	15
4.2-1 RETARD DANS L'EXÉCUTION DES TRAVAUX	15
4.2-2 VÉRIFICATION DES PROJETS DE DÉCOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS	15
<i>Délai de vérification.....</i>	16
4.2-3 VÉRIFICATION DU PROJET DE DÉCOMPTÉ FINAL DE L'ENTREPRENEUR	16
<i>Délai de vérification.....</i>	16
4.2-4 INSTRUCTION DES MÉMOIRES EN RECLAMATION	16
<i>Délai d'instruction</i>	16
4.3 – PÉNALITÉS.....	16
ARTICLE 5 – EXÉCUTION DE LA MISSION	18
5.1 – COUT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX	18
5.1-1 COUT PRÉVISIONNEL PROVISOIRE DES TRAVAUX (CpP)	18

5.1-2 COUT PRÉVISIONNEL DÉFINITIF DES TRAVAUX (Cpd)	18
5.1-3 ÉVOLUTION EN CAS DE MODIFICATION DU PROGRAMME	18
5.1-4 CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT	19
5.2 – TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DEFINITIF DES TRAVAUX AVANT PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	19
5.2-1 SEUIL DE TOLÉRANCE	19
5.2-2 COUT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX	19
5.2-3 COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	19
5.2-4 CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT	20
5.3 – ENGAGEMENT SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX RESULTANT DES CONTRATS DE TRAVAUX. 20	
5.3-1 SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	20
5.3-2 COUT CONSTATE DES TRAVAUX	20
5.4 – REMUNERATION FORFAITAIRE	20
5.4-1 MODALITÉS DE FIXATION DU FORFAIT INITIAL DE RÉMUNÉRATION	20
5.4-2 ÉVOLUTION DU FORFAIT	20
5.4-3 RÉDUCTION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION POUR NON RESPECT DU COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX	21
5.4-4 FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION	21
5.5 – ORDRES DE SERVICE	21
5.6 – SECURITE ET SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LES CHANTIERS	22
5.6-1 PRINCIPES GÉNÉRAUX	22
5.6-2 AUTORITÉ DU COORDONNATEUR S.P.S.	22
5.6-3 MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR S.P.S.	22
<i>Libre accès du coordonnateur S.P.S.</i>	22
<i>Obligations du maître d'œuvre</i>	22
5.7 – UTILISATION DES RESULTATS	23
5.8 – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	23
5.9 – ACHEVEMENT DE LA MISSION	23
ARTICLE 6 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES	23
6.1 – FORME DU PRIX	23
6.2 - MODE D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHÉ	23
6.3 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	24
6.4 - MODALITES DE REVISION	24
6.5 – AVANCE FORFAITAIRE	24
6.6 – ACOMPTES	24
6.6-1 POUR L'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES (DIAG, APS, APD ET PRO) :	24
6.6-2 POUR LA MISE EN LIGNE DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	25
6.6-3 POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS D'ASSISTANCE A LA PASSATION DES CONTRATS (ACT)	25
6.6-4 POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE DIRECTION D'EXECUTION (DET)	25
6.6-5 POUR L'ASSISTANCE APPOREE AUX OPERATIONS DE RECEPTION (AOR)	25
6.6-6 POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS D'ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)	25
6.7– SOLDE	26
6.7-1 DECOMPTE FINAL	26
6.7-2 DECOMPTE GENERAL - ETAT DU SOLDE	27
6.8– DELAIS DE PAIEMENT	27
6.9– REGLEMENT EN CAS DE CO-TRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS	27
6.10– MODE DE REGLEMENT	27
6.11– PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	28
6.12– INTERETS MORATOIRES	28
ARTICLE 7 – RESILIATION DU MARCHÉ	29
<u>Marché de maîtrise d'œuvre n°24-007 pour la réhabilitation du bâtiment Jehan ANGO de</u>	3/30
<u>la Résidence Panorama – Mont Saint Aignan - CROUS NORMANDIE</u>	

7.1 - RÉILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE.....	29
7.2 - RÉILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS.....	29
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	29
ARTICLE 9 - CLAUSES DIVERSES	29
9.1- CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT.....	29
9.2- SAISIE-ARRET	29
9.3- ASSURANCES	29
ARTICLE 10 -ATTRIBUTION DE COMPETENCE.....	30
ARTICLE 11 -DÉROGATIONS AU CCAG-MOE.....	30

PRÉAMBULE :

Le CROUS Normandie est désigné dans le présent marché sous l'appellation « maître d'ouvrage ».
 Le CROUS Normandie est un établissement public administratif.
 L'opérateur économique (ou groupement d'opérateurs économiques) retenu pour réaliser les prestations du présent marché est désigné sous l'appellation « maître d'œuvre », « MOE », « titulaire » ou encore « la maîtrise d'œuvre ».
 Le marché est passé en application du code de la commande publique (CCP) du 01/04/2019.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 – OBJET DU MARCHE

Le marché régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières est un marché de maîtrise d'œuvre. Il est soumis aux dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée du code de la commande publique.

Le marché a pour objet un ensemble de prestations intellectuelles (études et contrôles) nécessaire à l'exercice du rôle de Maître d'œuvre pour la réalisation de l'ouvrage suivant :

Marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du bâtiment Jehan ANGO de la Résidence Panorama – Site de Mont Saint Aignan - CROUS NORMANDIE

Le bâtiment est un immeuble d'habitation collective de la 3ème famille B.
 Les interventions se feront en site inoccupé.

Le détail du projet de réhabilitation du bâtiment ANGO est décrit dans le programme de l'opération.

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission de base conformément à l'article R2431-5 du Code de la Commande Publique (mission de base pour les opérations de réhabilitation de bâtiment). La mission de base sera complétée par les missions complémentaires décrites ci-dessous.

1.1-1 Mission de maîtrise d'œuvre

Éléments de mission de base :

- DIAG les études de diagnostic ;
- APS les études d'avant-projet sommaire ;
- APD les études d'avant-projet définitif ;
- PRO les études de projet ;
- ACT l'assistance pour la passation des contrats de travaux dont DCE ;
- VISA le visa des études d'exécution et de synthèse ;
- DET la direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- AOR l'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Mission complémentaire :

- OPC Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier.
- Coordination SSI définie au cadre d'intervention, régie par la norme NFS 91-932.

Ces éléments de missions sont considérés comme des phases techniques assorties d'un paiement partiel définitif.

Lieux d'exécution :

Bâtiment Jehan ANGO
 Résidence Panorama
 23 boulevard André Siegfried
 76 130 MONT SAINT AIGNAN

Catégorie d'ouvrage :

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la catégorie « opération de réhabilitation de bâtiment » (article R2431-3 du code de la commande publique).

1-2 -FORME ET PROCEDURE DU MARCHÉ

Le marché est un marché de maîtrise d'œuvre passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application du Code de la commande publique, notamment des articles L2124-1, L2124-2, R2124-1 et R2124-2.

1-3 – DECOMPOSITION DU MARCHÉ – LOTS

Le présent marché se décompose en un lot unique. La mission de maîtrise d'œuvre ne concerne qu'une opération, elle ne peut donc être scindée pour des soucis d'uniformité de l'étude et du suivi de cette opération.

Il est prévu de décomposer la mission de maîtrise d'œuvre en 3 tranches.

- Tranche ferme
elle comprend les phases de Diag et d'études du projet jusqu'au dépôt du permis de construire.
- Tranche optionnelle 1 et 2
Elles seront affirmées si la faisabilité du projet et son financement sont obtenus. Les tranches optionnelles concernent l'ensemble des autres éléments de missions indiqués ci-dessous.

1-4-VARIANTE(S) - PSE

Ce marché ne comporte ni variante, ni prestation supplémentaire.

1-5 – MODALITES DE RECONDUCTION

Le marché est un marché ordinaire non reconductible.

1-6 – SOUS-TRAITANCE

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique concernant les dispositions relatives à la sous-traitance.

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché ; l'entreprise sous-traitante devra être déclarée et acceptée par l'acheteur et ses conditions de paiement agréées. La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Le paiement direct du sous-traitant intervient pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-3 et 4 du code et 3.6 du CCAG-MOE.

Dans tous les cas, le candidat remet au maître d'ouvrage le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance dûment complété, daté et signé.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

1-7- PRESTATIONS SIMILAIRES

Sur le fondement de l'article R2122-7 du CCP, le CROUS Normandie se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le tableau de répartition du forfait initial de rémunération - annexe 1 AE
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)
- Le programme incluant le planning prévisionnel
- Les fiches typologiques
- Les plans
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de maîtrise d'œuvre (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du C.C.A.G - MOE)
- Le mémoire technique remis par l'entreprise
- Le code de la commande publique notamment le livre IV relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et la maîtrise d'œuvre privée ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 20 du code de la commande publique) précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications éventuelles, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3 – MISSIONS

La mission de maîtrise d'œuvre est établie conformément aux dispositions L2410-1 à L2432-2 et R2412-1 à R2432-7 du CCP.

3.1 – ÉLÉMENTS DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

DIAG : Études de diagnostic
APS : Avant-projet sommaire
APD : Avant-projet définitif
PRO : Études de projet dont DCE et autorisation de travaux
ACT : Assistance au Maître de l'ouvrage pour la passation des marchés de travaux notamment dans la préparation des pièces du DCE et au niveau de l'analyse des offres et des demandes de précisions aux candidats (ouv 6/ ouv 7 – vérification des pièces modifiées)
VISA : Visa des études d'exécution soit l'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faites par le ou les entrepreneurs
DET : Direction de l'exécution du contrat de travaux
AOR : Assistance apportée au Maître de l'ouvrage lors des Opérations de Réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement
Missions complémentaires
OPC : Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier OPC
SSI : Coordination en matière de système de sécurité incendie

Ces éléments de missions sont considérés comme des phases techniques assorties d'un paiement partiel définitif.

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (1 an à compter de la réception).

Lors de la mission AOR (Assistance aux Opérations de Réception), le maître d'œuvre fournit un certain nombre de prestations, à savoir : organiser l'inspection des travaux en vue de la réception, rédiger les procès-verbaux, établir la liste des réserves éventuelles, suivre le déroulement des reprises constater à la date prévue, la levée des réserves en présence du maître de l'ouvrage, et enfin, assister ce dernier, jusqu'à l'achèvement de la garantie de parfait achèvement, en tant que conseil pour les désordres pouvant survenir.

Pour ne pas dépasser ce délai de 1 an, le maître d'œuvre doit veiller à mettre en œuvre toutes les dispositions du CCAG travaux et en particulier celles relatives :

- À la réception (article 41 et suivants) ;
- À la levée des réserves (article 41.6) : lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux malfaçons dans un délai fixé par le maître d'ouvrage, ou en l'absence d'un tel délai, 3 mois après la notification de la décision de réception. À défaut, les travaux peuvent être exécutés par une autre entreprise, aux frais et risques de l'entrepreneur.
- Aux décomptes (article 12.3.2) : **le projet de décompte final** est remis au maître d'œuvre dans le délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de la décision de réception (du maître d'ouvrage). En cas de non-respect de ce délai et sans mise en demeure préalable de l'entreprise, le maître d'œuvre établit, après accord du maître d'ouvrage et dans un délai de jours à compter de la notification de la décision de réception, **le décompte final** aux frais de l'entrepreneur (ce décompte étant notifié à l'entrepreneur avec le décompte général).

3.2 – CONTROLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique non désigné à ce stade. Ce dernier portera une mission LP, SEI, TH, LE, SH, F, HAND.

Le maître d'œuvre devra tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Marché de maîtrise d'œuvre n°24-007 pour la réhabilitation du bâtiment Jehan ANGO de la Résidence Panorama – Mont Saint Aignan - CROUS NORMANDIE

8/30

3.3 – ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission O.P.C. est confiée au maître d'œuvre.

3.3-1 Les objectifs de la mission

Le contenu de la mission OPC et les différentes phases de prestations à fournir par le maître de chantier découlent des modalités techniques précisées à l'annexe II de l'arrêté du 22 mars 2019.

À ce titre, son intervention démarre pendant la conception et se poursuit jusqu'à la livraison et le parfait achèvement des ouvrages.

3.3-2 Le rôle du maître de chantier

Le maître de chantier est chargé de proposer les dispositions nécessaires pour mener à bonne fin et dans le délai déterminé l'opération projetée, et par la suite, de suivre l'application des dispositions arrêtées pour y parvenir.

À ce titre, il participe à la préparation des travaux, notamment la mise au point du calendrier d'exécution et, en cours de chantier, il est chargé de toute surveillance et interventions permettant, pour l'ensemble du chantier, d'assurer le déroulement normal des travaux dans le cadre des prévisions faites.

Le maître de chantier apporte, en cours de réalisation, toutes propositions de solutions, dans le cas où des événements imprévisibles nécessitent certaines novations, modifications ou compléments. Il remet au maître d'ouvrage une copie de tous les documents et correspondances qu'il adresse pour l'exercice de sa mission, soit au maître d'œuvre, soit au contrôleur technique, soit au coordinateur SPS, soit aux entreprises.

En outre, il assume les responsabilités afférentes à sa mission et il est assuré à cet effet auprès d'une compagnie agréée.

3.3-3 La mission du maître de chantier

Cette mission a un caractère permanent et elle se décompose pour chaque bâtiment en 4 phases :

- Phase I : assistance au maître d'œuvre pour la préparation du dossier de consultations des entreprises et la passation des marchés de travaux,
- Phase II : préparation du chantier,
- Phase III : suivi du déroulement des travaux,
- Phase IV : réception des travaux.

Le maître de chantier provoque et dirige les réunions d'études avec tous les intervenants permettant d'aboutir à l'établissement de l'ordonnancement accepté par tous, afin d'établir en accord avec le maître d'ouvrage, un plan d'échelonnement des études et des travaux de construction dans les limites du délai contractuel prévu.

Le maître de chantier doit avoir le souci permanent d'éviter les surcoûts et le respect des délais partiels et globaux.

PHASE I : période ACT - DCE

En étroite collaboration avec le maître d'œuvre, le maître de chantier s'engage à étudier pour incorporer aux DCE toutes les informations pouvant influencer sur l'économie du projet et concernant notamment :

- Le phasage général de l'opération,
- Les délais des travaux,
- L'organisation du chantier,

- Les mesures d'hygiène et de sécurité,
- Les comptes prorata et inter-entreprises,
- L'étude et l'établissement du calendrier prévisionnel des travaux,
- L'étude et l'établissement du calendrier préalable à la passation des marchés de travaux (études, démarches administratives...).

Le maître de chantier assiste le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pour étudier les incidences sur les délais des variantes éventuellement proposées par les entreprises au moment de la consultation et les adaptations éventuelles sur le dossier marché travaux.

PHASE II : préparation du chantier

Après désignation des entreprises, le maître de chantier assure les missions suivantes :

- Il contrôle l'élaboration des plans d'installation de chantier, des plans particuliers de sécurité et de la définition des moyens d'exécution communs à l'ensemble des corps d'état et à leurs modalités d'utilisation.
- À partir du dossier d'ingénierie, des bordereaux d'entreprises et des enquêtes, il élabore un calendrier détaillé d'exécution, en vue de la coordination, dans le temps et l'espace, des travaux et fournitures faisant l'objet des divers lots entrant dans la composition des ouvrages.
- Le calendrier détaillé est élaboré à l'aide de moyens d'ordonnancement. Il doit permettre de suivre les rotations de matériel de mise en œuvre, les équipes tous corps d'état. Il doit indiquer les périodes de congés payés.
- Le calendrier détaillé doit indiquer les dates et la durée des interventions des concessionnaires et prendre en compte tous les éléments extérieurs au chantier pouvant influencer sur son avancement.
- Après accord préalable sur le calendrier détaillé par le maître d'œuvre, le maître de chantier le transmet au maître d'ouvrage pour visa d'approbation pour que le maître d'œuvre l'incorpore au marché de chaque entreprise par ordre de service.
- Il établit un calendrier des études et des fournitures des plans d'exécution et de réservations. Le calendrier doit prévoir la période de préparation réglementaire de chantier et les congés annuels des entreprises.
- Il participe à l'établissement de la convention inter-entreprises précisant les règles régissant les rapports mutuels des entreprises sur le chantier et la répartition des dépenses communes (compte-prorata et inter-entreprises).
- Il s'assure que tous les plans d'exécution et de réservation sont approuvés par le maître d'œuvre et le contrôleur technique à la fin de la période de préparation prévue au calendrier général.

PHASE III : exécution des travaux

- Le maître de chantier vérifie que le déroulement du chantier est conforme au calendrier prévu, procède à la vérification de la tendance de l'avancement des travaux (avance ou retard) et au déclenchement des actions correctives nécessaires pour le respect du délai.
- Il prépare et tient sur place les réunions de coordination. Il diffuse dans un délai de 48h un compte-rendu de ces réunions aux entreprises, au maître d'œuvre, au contrôleur technique, au coordinateur SPS et au maître d'ouvrage. En cas de décisions prises en réunion, le MOE devra délivrer un ordre de service exécutoire à l'entreprise concernée dans un délai de 48h00.

- Il propose les réunions techniques entre le maître d'œuvre et les entreprises pour la mise au point des détails d'exécution et tient à jour la liste des plans approuvés à partir des informations données par le maître d'œuvre. Il s'assure que les avis techniques sont donnés en temps utile.
- Il participe à la réunion hebdomadaire tenue par le maître d'œuvre, lui transmet l'avancement des travaux, indique quels sont les jours susceptibles d'être retenus comme jours d'intempéries, rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion dans un délai de 48h, pour ce qui le concerne.
- Il donne son avis sur toutes les dépenses intéressant l'ensemble des entreprises et propose les modalités de prise en charge de ces dépenses dans le cadre de la convention inter-entreprises.
- Il coordonne toutes les actions menées dans le cadre de l'hygiène et de la sécurité, prépare et anime les réunions, rédige les procès-verbaux et les diffuse au maître d'œuvre, aux entreprises et aux personnes et organismes habilités à les recevoir.
- En cas de retard, il étudie avec les entreprises concernées les moyens propres à le résorber et établit les calendriers de rattrapages nécessaires qu'il transmet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. En cas de défaillance d'une entreprise, il propose toutes mesures propres à la pallier.
- Toutes les semaines, il établit un rapport mettant à jour le décompte des retards et propose des pénalités provisoires aux entreprises responsables. Il le transmet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage. L'ensemble de ces rapports doivent permettre l'établissement du rapport de fin de chantier par le maître d'œuvre.
- Il tient à jour le cahier de chantier relatant les principaux événements, la liste des plans à jour, la liste des avenants, des ordres de services, ... Le cahier de chantier devra être fourni au maître de l'ouvrage au plus tard tous les derniers vendredis de chaque mois.
- Il réalise chaque semaine une visite inopinée, en supplément de la réunion de chantier hebdomadaire. Cette visite sera effectuée aléatoirement, sans en informer les entreprises et donnera lieu à un compte rendu précisant notamment les effectifs en place le jour de cette visite.

PHASE IV : achèvement des travaux

- Le maître de chantier planifie les opérations préalables à la réception des travaux en y conviant la maîtrise d'ouvrage, diffuse les listes de travaux à terminer ou à compléter, et s'assure de leur exécution.
- Il provoque les visites de contrôle technique de certaines installations et assiste le maître d'ouvrage à ces visites en présence du maître d'œuvre.
- Il participe à la visite des opérations préalables à la réception et, s'il y a des réserves, organise leur levée, et propose au maître d'œuvre les mesures coercitives éventuelles à l'encontre des entrepreneurs défaillants.
- Il constate les dates réelles de terminaison pour le calcul et l'imputation des éventuelles pénalités.
- Il participe à la visite des commissions de sécurité et d'accessibilité, et organise la levée des réserves des travaux prescrits.
- Il déclenche le démontage des installations de chantier et la remise en état des lieux, constat et relance leur déroulement.

PHASE IV : assistance pendant la période garantie de parfait achèvement

- Il organisera une visite avec le maître d'ouvrage durant l'année de parfait achèvement afin de constater l'apparition et/ou les reprises de tout désordres apparents ayant été réservés lors de la réception ou désordres cachés à la réception.
- Il aura en charge la réalisation de notifications écrite permettant la dénonciation de désordres survenus dans l'année qu'il transmettra à la maîtrise d'ouvrage qui sera chargée de la signature et de la notification en LRAR à l'entreprise.
- Il suivra les différentes reprises demandées au titre de cette garantie
- Il convoquera l'ensemble des entreprises sur site à la fin prévisionnelle de la garantie, en compagnie de la maîtrise d'ouvrage, pour signer les formulaires de fin de GPA ou prolonger le délai jusqu'à résolution des désordres

3.4 – COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un coordinateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs non désigné à ce jour.

3.5 – COORDINATION DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE

L'équipe de maîtrise d'œuvre est chargée, en tant que de nécessité, de la mission de coordination SSI, rendue obligatoire par l'arrêté du 02 février 1993 et dont le cadre d'intervention est régi par la norme NFS 61-932.

3.6 – MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX

La dévolution des travaux est prévue par marché séparé.

Le choix définitif du mode de dévolution sera confirmé au plus tard à la réception de l'avant-projet définitif (APD).

ARTICLE 4 – DURÉE - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS

La durée de l'opération est estimée à 42 mois congés compris.

La durée des travaux est estimée à 20 mois (dont 2 mois de préparation) congés compris.

4.1 – PHASE ETUDES

4.1-1 Établissement des documents d'étude

Les délais de réalisation de chaque élément de mission sont les suivants :

Mission	Tâches	Délai	Réunion
DIAG		3 semaines	2 Réunions pilotage minimum
APS		4 semaines	2 Réunions pilotage minimum
APD		6 semaines	2 Réunions pilotage minimum
PRO		3 semaines	2 Réunions pilotage minimum
AT / DP / PC	Remise à la MOA	2 semaines	Réunion de présentation en mairie si souhaité par collectivité
	Après validation de l'APD	4 semaines	
DCE	C.C.T.P et annexes	2 semaines	1 Réunion
	Fourniture pièces définitives	72H à compter des observations de la MOA	1 Réunion
ACT	Phase 1 de l'analyse des offres : rapport d'analyse	10 Jours calendaires, à partir de la remise des offres.	1 Présentation analyse des offres en phase 1
	Phase 2 de l'analyse des offres suite à observations de la MOA	48 H	1 Présentation analyse des offres en phase 2
	Phase 3 Commission d'attributions des offres	À définir par le MOA	1 Présentation en commission d'analyse des offres
	Mise au point éventuelle des contrats après analyse des offres	1 semaine après commission des marchés	Sans objet
DET	Situation de travaux	72 H	Sans objet
	Fourniture du cahier de chantier	Le 5 de chaque mois	
	VISA	5 jours à compter de la remise des documents	
	Comptes rendus de chantier	48 H suivant la réunion hebdomadaire de chantier	
	Retour des OS signés	48 H à compter de la demande du MOA	
	Fourniture des Fiches Travaux modificative	48 H à compter de la réception du devis par l'entreprise	
	Tableau mensuel de suivi financier de l'opération.	Le 5 de chaque mois pour le décompte du mois précédent.	
	Modification mineure du projet et étude des incidence techniques et financière	15 Jours à compter de la demande du MOA	
OPC	Calendrier des documents d'exécution	5 Jours	Sans objet
	Calendrier détaillé d'exécution	30 jours	

	Mise à jour du calendrier détaillé d'exécution	10 jours	
	Compte rendu de réunion	48 H	
	Calendrier des OPR	1 mois avant la fin de chantier	
	Rapport de fin de chantier	15 jours	
OPR	Fourniture des procès-verbaux	48H après établissement du procès-verbal	Sans objet
AOR	Procès-verbaux de réception des travaux	5 jours ouvrés à compter de la date de réception des travaux	Sans objet
	Attestation de conformité de fin de chantier	30 jours à compter de la date de réception des travaux	
	Instruction des mémoires en réclamation / rapport d'analyse	15 jours à compter de la date de réception du mémoire	
DOE	Visa et fourniture des DOE au MOA	4 Semaines après réception des travaux	Sans objet
GPA	Établissement des formulaires de levés de réserves	48H après constatation	

Il s'entend qu'à l'issue de chacun de ces délais, l'élément de mission devra être réceptionnable par le maître d'ouvrage (seules des modifications mineures pourront être reportées sur l'élément suivant).

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

APS	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché.
APD	Date de validation par le maître d'ouvrage du prononcé de la réception du document d'études précédent
PRO	Date de validation par le maître d'ouvrage du prononcé de la réception du document d'études précédent
DCE	Date de validation par le maître d'ouvrage du prononcé de la réception du document d'études précédent
RAO	Date d'ouverture des plis
DOE	Date achèvement des travaux

En application de l'article 20, dernier alinéa et par dérogation à l'article 21 alinéas 1 à 3 du CCAG-MOE, la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

- APS	2 semaines
- APD	2 semaines
- PRO	2 semaines
- DCE	2 semaines
- DOE	4 semaines

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 alinéas 1 à 3 du CCAG-MOE (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Présentation des documents

Conformément à l'article 20 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre devra aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception en 2 exemplaires papier (DOE : 2 exemplaires). Un exemplaire sera également remis au contrôleur technique et au coordonnateur SPS.

De plus ces documents sont accompagnés d'une copie informatique sur clé USB
Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

4.2 – PHASE TRAVAUX

4.2-1 Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, le maître d'œuvre subit sur ces créances, des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à l'article 4.3 du présent CCAP.

Si le maître d'ouvrage constate un retard de la date d'achèvement des travaux en regard de celle prévue au calendrier d'exécution de chantier, ce dernier pourra être pénalisé. Les pénalités journalières prendront en comptes les dimanches et jours fériés.

4.2-2 Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Afin d'éviter les échanges des décomptes mensuels par mail ou par courrier, le maître d'ouvrage a choisi l'utilisation d'un service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information EDIFLEX pour la gestion financière des travaux (système de paiement par voie internet), outil édité par la société EPICTURE.

Objectifs du service EDIFLEX :

- Gagner 2 à 3 semaines sur le circuit des documents afin que le service financier du Maître d'ouvrage en dispose dans les meilleurs délais et que les entreprises connaissent aussitôt les montants acceptés en paiement,
- Éviter les litiges ou retards :
 - En sécurisant le calcul des montants financiers (Respect des conditions financières des marchés et des règles en vigueur dans les marchés publics),
 - En standardisant la présentation des documents,
 - En permettant à chacun de suivre sur écran les documents qui le concernent dans la chaîne des intervenants,
 - En horodatant le dépôt des documents et la chaîne de validation,
 - Réduire les coûts de gestion administrative des situations de travaux pour tous les acteurs.

Le coût d'abonnement à cet outil sera pris en charge pour moitié à part égale par la maîtrise d'ouvrage et par l'équipe de maîtrise d'œuvre attributaire.

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG Travaux à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur sur Ediflex. Après validation du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel et devra être déposé sur Chorus par l'entreprise, accompagné des documents générés par Ediflex (certificat de paiement, situation, certificat de paiement des sous-traitants).

Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception du document sur Ediflex. Si ce délai expire un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant.

En cas de non-respect de ces délais, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, l'application de pénalités définies à l'article 4.3 du présent CCTP. La période d'application correspondante part du jour suivant l'expiration du délai précédent et s'achève le quinzième jour suivant la date de validation du décompte sur Ediflex.

4.2-3 Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12 du CCAG Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur via Ediflex.

Après validation, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit dans les conditions définies à l'article 12 du CCAG Travaux, le décompte général qui suivra le même circuit de validation Ediflex.

Délai de vérification

Le délai pour la vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à dix (10) jours à compter de la date de réception du document.

En cas de non-respect de ces délais, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, l'application de pénalités définies à l'article 4.3 du présent CCTP. Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

4.2-4 Instruction des mémoires en réclamation

Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de quinze jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation de l'entrepreneur.

4.3 – PENALITES

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG, le maître d'œuvre n'est exonéré d'aucune pénalité.

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite, ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais dont la définition et le point de départ sont précisés à l'article 4.1 ci-dessus, le maître d'œuvre subit une pénalité journalière fixée à :

Retard dans la présentation des documents mentionnés à l'article 4.1 du présent CCAP	100€ HT par jours
Retard dans la remise du DOE	1/1 000
Retard dans l'exécution des travaux (4.2-1)	100€ HT par jour
Retard de vérification du projet de décompte mensuel (4.2-2)	1/5 000° du montant en prix de base hors TVA de l'acompte de travaux correspondant
Retard de vérification du projet de décompte final (4.2-3)	1/10 000° du montant du décompte général
Retard dans l'instruction des mémoires en réclamation	15 € HT par jour
Absence du maître d'œuvre, soit à la réunion hebdomadaire, soit aux visites inopinées auxquelles il aura été convoqué à l'initiative du maître d'ouvrage ou de son représentant	100€ HT
Défaut d'actualisation mensuelle du tableau de suivi des visas	15€ HT par jour de retard
Défaut d'actualisation mensuelle du bilan financier de l'opération	15€ HT par jour de retard
Défaut de mise à disposition des plans actualisés.	15€ HT par jour de retard
Non-respect de la bonne répartition des réserves lors de la réception	100€ HT
Dépassement du délai de constat de levée des réserves fixé dans l'EXE 5	100€ HT par jours de retard
Non remise du rapport d'examen des désordres de GPA	50€ HT par jour
Non réalisation de la visite hebdomadaire inopinée supplémentaire	100€ HT

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG les pénalités de retard sont appliquées sur simple constat du retard par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 5 –EXÉCUTION DE LA MISSION

5.1 – COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

5.1-1 COUT PRÉVISIONNEL PROVISOIRE DES TRAVAUX (Cpp)

Le coût prévisionnel provisoire des travaux (Cpp) indiqué à l'article 3.2 de l'acte d'engagement correspond à la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage.

5.1-2 COUT PRÉVISIONNEL DÉFINITIF DES TRAVAUX (Cpd)

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel définitif des travaux qu'il aura établi sur la base des études d'avant-projet définitif (APD).

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage à l'article 3 de l'acte d'engagement, il peut demander au maître d'ouvrage de fixer un nouveau coût prévisionnel des travaux.

Après réception de l'avant-projet définitif par le maître de l'ouvrage et au plus tard avant le lancement de la procédure de passation des contrats de travaux, un avenant fixera alors le nouveau montant du coût prévisionnel définitif des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 7 ci-après.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage refuse de réceptionner les prestations, il peut :

- Soit demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus,
- Soit procéder à une modification du programme afin de le rendre compatible avec l'enveloppe financière,
- Soit procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-MOE (Résiliation du fait de la personne publique).

Le coût prévisionnel provisoire des travaux (Cpp) devient pour la suite de l'exécution de la mission le coût prévisionnel définitif des travaux (Cpd).

Le coût prévisionnel définitif des travaux (Cpd) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage répondant aux exigences du programme à l'exclusion :

- Du forfait initial de rémunération,
- Des dépenses de libération d'emprise,
- Des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître,
- Des frais éventuels de contrôle technique, de coordonnateur SPS,
- De la prime éventuelle de l'assurance "dommages-ouvrage",
- De tous frais financiers.

5.1-3 ÉVOLUTION EN CAS DE MODIFICATION DU PROGRAMME

Si en cours d'exécution du marché, le maître d'ouvrage décide des modifications de programme conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leurs incidences financières sur le coût prévisionnel provisoire ou définitif des travaux et sur le forfait de rémunération doivent être chiffrées et un nouveau coût prévisionnel est alors fixé par avenant après négociation. Si le nouveau coût prévisionnel des travaux fixé par l'avenant est provisoire, celui-ci est susceptible d'évoluer comme précisé au 5.1 ci-dessus.

Le rajustement éventuel au mois Mo Études s'effectue par un coefficient de rajustement égal au rapport des index BT 01.

5.1-4 CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT

Les coûts prévisionnels des travaux (Cpp) et (Cpd) sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo Études figurant à l'acte d'engagement.

5.2 – TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DEFINITIF DES TRAVAUX AVANT PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 2%.

5.2-1 SEUIL DE TOLÉRANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel définitif des travaux, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé ci-dessus.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

5.2-2 COUT DE RÉFÉRENCE DES TRAVAUX

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage, par un coefficient de rajustement égal au rapport de l'index BT01 pris respectivement au mois des offres travaux ci-dessus et au mois m0 études du marché de maîtrise d'œuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si ce coût de référence est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens dans un délai de 15 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises ; dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

5.2-3 COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux (Cct) est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Marché de maîtrise d'œuvre n°24-007 pour la réhabilitation du bâtiment Jehan ANGO de la Résidence Panorama – Mont Saint Aignan - CROUS NORMANDIE

19/30

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

5.2-4 CONDITIONS ÉCONOMIQUES D'ÉTABLISSEMENT

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux.

5.3 – ENGAGEMENT SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX RESULTANT DES CONTRATS DE TRAVAUX

5.3-1 SEUIL DE TOLÉRANCE SUR LE COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux que s'engage à respecter le maître d'œuvre est assorti d'un seuil de tolérance qui comprend une limite basse et une limite haute respectivement fixées à 0,97 et 1,03 de ce coût, soit :

$$Lb = 0,97 \times Cct$$

$$Lh = 1,03 \times Cct$$

5.3-2 COUT CONSTATÉ DES TRAVAUX

Le coût constaté (Cc) déterminé par le maître de l'ouvrage après l'achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage, et hors révisions de prix. Il est exclusif des travaux supplémentaires ou modificatifs décidés par le maître d'ouvrage en phase chantier et non consécutifs à des erreurs, imprécisions ou omissions de la maîtrise d'œuvre ; les montants seront alors déduits du "coût constaté" (Cc).

Si le coût constaté (Cc) est en dehors du seuil de tolérance, le maître d'œuvre supporte une réduction de sa rémunération.

5.4 – REMUNERATION FORFAITAIRE

5.4-1 MODALITÉS DE FIXATION DU FORFAIT INITIAL DE RÉMUNÉRATION

Le forfait provisoire initial de rémunération (Fp) est le produit du montant du coût prévisionnel provisoire des travaux par le taux de rémunération t fixé à l'article 3 de l'Acte d'engagement et qui tient compte de l'étendue et du degré de complexité de la mission.

Il est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Il est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo Études figurant à l'Acte d'engagement. Son montant arrondi à l'euro supérieur indiqué dans l'acte d'engagement constitue le montant du marché.

5.4-2 ÉVOLUTION DU FORFAIT

Si conformément à l'article 5.1 du présent CCAP, un nouveau coût prévisionnel des travaux, jugé par le maître d'ouvrage compatible avec l'enveloppe financière globale de l'opération, est fixé :

- soit par décision du maître de l'ouvrage,
- soit par acceptation du document d'études à partir duquel il a été établi.

Les éventuelles incidences sur le forfait initial de rémunération seront négociées avec le titulaire :

- si le nouveau coût prévisionnel des travaux (Cpd) égale le coût initial (Cpp) à + ou - 5%, le forfait provisoire initial de rémunération (Fp) devient définitif (Fd),
- au-delà de cette limite, et en cas de majoration, la formule suivante s'appliquera :

$$Fd = Fp + 60\% (Cpd - Cpp) \times (Fp / Cpp)$$

Le forfait définitif de rémunération sera entériné par avenant, conformément à l'article 14 du CCAG-MOE.

Si en cours d'exécution de travaux le maître d'ouvrage décide de travaux supplémentaires ou modificatifs, un complément de forfait de rémunération pourra être négocié sur les éléments VISA, DET et AOR. et le coût de réalisation des travaux sera amendé en conséquence.

Toutefois cette dernière possibilité ne peut être effective que dans la mesure où ces travaux ne sont pas consécutifs à des erreurs, imprécisions ou omissions de la maîtrise d'œuvre ET si leur montant en valeur absolue est supérieur à 1% du "coût résultant des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage" à l'issue de la consultation d'appel d'offres.

5.4-3 RÉDUCTION DU FORFAIT DE RÉMUNÉRATION POUR NON RESPECT DU COUT DE RÉALISATION DES TRAVAUX

Après achèvement de l'ouvrage, il est procédé à la vérification du respect par le maître d'œuvre du "coût résultant des contrats de travaux" (Cct), dans les conditions prévues à l'article 5.3 du présent document. Le non-respect de cet engagement est répercuté sur le forfait initial de rémunération dans les conditions ci-après :

à premier cas : "coût constaté des travaux" inférieur à la limite basse du seuil de tolérance: $(Cc) < Lb$

Le forfait initial de rémunération est réduit d'un terme correctif DF égal à 5 % de la différence entre l'écart constaté et l'écart toléré, soit : $DF = 0,05 \times (E - Eo)$

Avec $E = [(Cct) - (Cc)]$ et $Eo = [(Cct) - (Lb)]$

à deuxième cas : "coût constaté des travaux" supérieur à la limite haute du seuil de tolérance: $(Cc) > Lh$

Le forfait initial de rémunération est réduit d'un terme correctif DF égal à 10 % de la différence entre l'écart constaté et l'écart toléré, soit: $DF = 0,10 \times (E - Eo)$

Avec $E = [(Cc) - (Cct)]$ et $Eo = [(Lh) - (Cct)]$

Toutefois cette réduction est limitée à 15% du montant de la rémunération correspondant aux éléments de mission "visa des études d'exécution" (VISA), "direction de l'exécution des contrats de travaux" (DET) et "assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement" (AOR).

5.4-4 FORFAIT DÉFINITIF DE RÉMUNÉRATION

Le forfait définitif de rémunération (Fd) à verser au titulaire est égal au forfait initial de rémunération tel que défini ci-dessus, pondéré en fonction de l'incidence résultant :

- Des éventuelles réductions DF pour non-respect du coût résultant des contrats de travaux,
- Des éventuelles pénalités pour retard,

5.5 – ORDRES DE SERVICE

Dans le cadre de l'élément DET, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de services doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de 48 heures, dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Cependant, en aucun cas, le maître d'œuvre ne peut notifier des ordres de service sans avoir recueilli l'accord préalable du maître d'ouvrage si ces ordres de services sont relatifs :

- À la notification de la date de commencement des travaux,
- À la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus,

- À des travaux modificatifs ou supplémentaires

Dès réception de devis pour des travaux modificatifs ou supplémentaires, le maître d'œuvre effectuera les différentes vérifications afférentes aux montant, prestations etc. et mettra en place une Fiche Travaux Modificative (FTM) qu'il soumettra au maître d'ouvrage.

5.6 – SECURITE ET SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LES CHANTIERS

5.6-1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux a, b, c, e, f et h du II de l'article L.230-2 du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur S.P.S.".

5.6-2 AUTORITÉ DU COORDONNATEUR S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

5.6-3 MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR S.P.S.

Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Obligations du maître d'œuvre

- Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur S.P.S. :
 - Tous les documents relatifs aux avant-projets(s), projet(s) et études d'exécution,
 - Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
 - La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
 - Le calendrier détaillé d'exécution.
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur S.P.S de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le maître d'œuvre s'engage à :
 - Fournir au coordonnateur S.P.S., à sa demande, tous les autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission,
 - Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre et qui sera annexé au présent marché.
- Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur S.P.S.
- Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des

travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

- Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur S.P.S. et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.
- Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur S.P.S. dans le registre journal de la coordination.
- Démarrage des travaux
 - Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur S.P.S. de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
 - Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsque les obligations édictées à l'article R.238-40 du code du travail seront remplies.

5.7 – UTILISATION DES RESULTATS

Concernant l'utilisation des résultats il sera fait application du chapitre V du CCAG-MOE.

5.8 – ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 27 du CCAG-MOE, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission tels que définis à l'article 1.1 du présent CCAP.

5.9 – ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement prévu à l'article 44.1 2° alinéa du CCAG Travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission pourra faire l'objet d'une décision établie sur demande expresse du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 6 – PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

6.1 – FORME DU PRIX

Le prix du marché est révisable suivant les modalités fixées à l'article 6.4 ci-après

6.2 - MODE D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (Mo Études) fixé dans l'acte d'engagement.

6.3 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie Ing (base 100 en janvier 2010).

6.4 - MODALITES DE REVISION

La révision prévue à l'article 6.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient © de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \times I_m / I_o$$

dans laquelle :

I_o = Index Ingénierie du mois M_o Études (mois d'établissement du prix)

I_m = Index Ingénierie du mois m (mois de révision).

Le mois m est déterminé

- pour les éléments d'études, le mois au cours duquel la prestation a été remise,
- pour les éléments, VISA et DET, le mois au cours duquel la part de la prestation a été exécutée.
- pour l'élément AOR, pour les 3 premières parties définies au 6.6 du présent CCAP, le mois au cours duquel documents sont remis ou les décisions visées sont prises et pour la dernière partie définie au 6.6 du présent CCAP, le dernier mois du début de parfait achèvement.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du mandatement, le maître de l'ouvrage doit procéder au règlement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître de l'ouvrage procède à l'actualisation définitive :

- dès que les index seront publiés.
- en fin de marché ou en fin de chaque année si l'exécution du marché s'échelonne sur plusieurs années.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième.

6.5 – AVANCE FORFAITAIRE

Une avance de 5% est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, dans les conditions définies aux articles L2191-2 à L2191-3 et R2191-3 à R2191-12 du CCP.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées dans les conditions prévues aux articles R2193-17 à R2193-21 du CCP.

Il est précisé que l'avance ne correspond pas à un paiement des prestations.

6.6 – ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet de paiement à la fin de chaque élément de mission, dont la fréquence est la suivante :

6.6-1 Pour l'établissement des documents d'études (DIAG, APS, APD et PRO) :

Les prestations incluses dans les éléments normalisés ci-dessus ne pourront faire l'objet de paiements qu'après achèvement total de chaque élément et réception par le maître de l'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 4 du présent CCAP.

Toutefois ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois (art. 11.2 du CCAG-MOE). Dans ce cas, l'état périodique, établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6.6-2 Pour la mise en ligne du Dossier de Consultation des Entreprises

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Dès la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises
.....100%

6.6-3 Pour l'exécution des prestations d'assistance à la passation des contrats (ACT)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage des offres des entreprises
.....100%

6.6-4 Pour l'exécution des prestations de direction d'exécution (DET)

Les prestations incluses dans l'élément sont réglées comme suit :

- En fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes proportionnellement au montant des travaux exécutés depuis le début (ensemble)
..... 90%
- À la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
..... 10%

6.6-5 Pour l'assistance apportée aux opérations de réception (AOR)

Les prestations incluses dans l'élément sont réglées comme suit :

- À l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception
.....10%
- À la remise du dossier des ouvrages exécutés
.....20%
- À l'achèvement des levées de réserves
.....50%
- À la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44-2 dudit CCAG
.....20%

6.6-6 Pour l'exécution des prestations d'ordonnancement, pilotage et coordination (OPC)

- Études
 - Phase 1 : après avis sur le DCE et assistance au maître d'ouvrage dans le choix des entreprises mieux-disantes.....FORFAIT
- Travaux
Les prestations incluses dans cet élément sont réglées, en fonction de l'avancement des travaux sous forme d'acomptes proportionnellement au phasage des travaux, comme suit :

- Phase 2 : à la fin de la période de préparation du chantier5%
- Phase 3 : à l'approbation par le maître d'ouvrage du calendrier détaillé d'exécution10%
- Phase 4 : réparties mensuellement suivant le nombre de mois de la durée des travaux75%
- Phase 5 : à la levée des dernières réserves pendant le délai de parfait achèvement10%

1 - Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le titulaire, est envoyée au maître de l'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé.

Elle comporte le compte rendu d'avancement de l'élément de mission considéré et le pourcentage d'avancement de son exécution.

Ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

2 - Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire, le maître de l'ouvrage détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- a. L'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant de l'élément de mission concerné à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début de cet élément de mission ;
- b. Les pénalités éventuelles prévues à l'article 4 du présent CCAP, et ce, depuis le début de l'élément de mission ;
- c. L'évaluation, en prix de base et hors T.V.A., du montant dû au titulaire depuis le début de l'élément de mission, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;
- d. Le montant, en prix de base et hors T.V.A., du poste c de l'état d'acompte précédent ;
- e. Le montant, en prix de base et hors T.V.A., dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste c du présent état diminué du poste d ci-dessus ;
- f. Le moment venu, l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;
- g. L'incidence de la T.V.A. ;
- h. Le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants e, f, g ci-dessus.

6.7– SOLDE

6.7-1 Décompte final

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 5-9 du présent C.C.A.P., le titulaire adresse au maître de l'ouvrage le projet de décompte correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors T.V.A.

Le décompte final établi par le maître d'œuvre comprend :

- le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final,
- les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché,
- la rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste (a) diminuée des postes (b) et (c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.7-2 Décompte général - état du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte du marché qui comprend :

- le décompte final ci-dessus,
- la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage,
- le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur,
- l'incidence de la TVA,
- l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes (c) et (d) ci-dessus,
- la récapitulation des acomptes versés ainsi que le solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte du marché dans les 25 jours à compter de la réception du projet de décompte.

Le décompte du marché devient définitif après acceptation expresse ou tacite par le titulaire.

Par dérogation aux articles 11.4 à 11.7 du CCAG-MOE., le titulaire dispose d'un délai de 25 jours, à compter de la notification du décompte par le maître de l'ouvrage, pour présenter une réclamation au maître d'ouvrage. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte.

Le décompte du marché devient définitif après acceptation par le maître d'œuvre.

6.8– DELAIS DE PAIEMENT

Le délai de paiement des avances, des acomptes, du solde et des indemnités est fixé à 30 jours.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes est la date de réception du projet de décompte par le maître d'ouvrage.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général par le maître d'ouvrage.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

6.9– REGLEMENT EN CAS DE CO-TRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-MOE.

6.10– MODE DE REGLEMENT

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement sous 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

6.11– PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-MOE et porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établis HT et TTC
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

CROUS NORMANDIE
A l'attention de la direction de la stratégie immobilière
23 avenue de Bruxelles CS 25317
14053 Caen Cedex 4

Et **déposées sur la plateforme Chorus portail pro** après validation du maître d'ouvrage.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation

Le dépôt de factures sur le site Chorus Portail Pro s'effectue à l'aide du Siret du CROUS Normandie (130 024 425 00014) et du code service 1053

6.12– INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus par la réglementation fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque Centrale Européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros

ARTICLE 7 – RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 35 inclus du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

7.1 - RÉSILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 32.2 du CCAG-MOE est fixé à 2%.

7.2 - RÉSILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'ŒUVRE OU CAS PARTICULIERS

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 30 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%.

Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art. 28.1 du CCAG-MOE) les prestations sont réglées sans abattement.

ARTICLE 8 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Tous les documents et correspondances doivent être rédigés en langue française. L'unité monétaire du marché est l'euro.

ARTICLE 9 - CLAUSES DIVERSES

9.1– CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des contractants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG-MOE traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art.30) et les autres cas de résiliation (art.28) s'appliquent dès lors qu'un seul des contractants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

9.2– SAISIE-ARRET

Si le marché est conclu avec un groupement de contractants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée une saisie-arrêt du chef d'un des contractants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

9.3– ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est

titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

ARTICLE 10 –ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal administratif compétent sera celui du siège social du maître de l'ouvrage.

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de ROUEN

53 avenue Gustave Flaubert – 76100 Rouen.

Email : greffe.ta@juradmin.fr

Téléphone : 02.35.58.35.00

ARTICLE 11 –DÉROGATIONS AU CCAG-MOE

Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
21	4.1
16.2.1 à 16.2.4	4.3
11.4 à 11.7	6.7

Lu et accepté

par le Maître d'œuvre mandataire et ses co-traitants

A

le,